



Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



LA 20E FIL ET LA 6E FOIRE MADE IN TOGO

Deux rendez-vous économiques majeurs sous le signe de l'innovation et de la résilience

page 3

Le mardi 6 mai 2025, au Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF), la campagne de promotion de la 20e Foire Internationale de Lomé (FIL) et de la 6e édition de la Foire Made in

Togo a été officiellement lancée. Ces événements majeurs se tiendront respectivement du 28 novembre au 14 décembre et du 1er au 10 août 2025. La cérémonie, marquée par la présence de personnalités

éminentes du monde économique et politique, a été présidée par Franck Mensah, directeur de cabinet du ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale. Cette édition...

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE AGRICOLE DE LA CEDEAO



Le douzième Comité d'Orientation Stratégique de l'ARAA évalue les activités de 2024

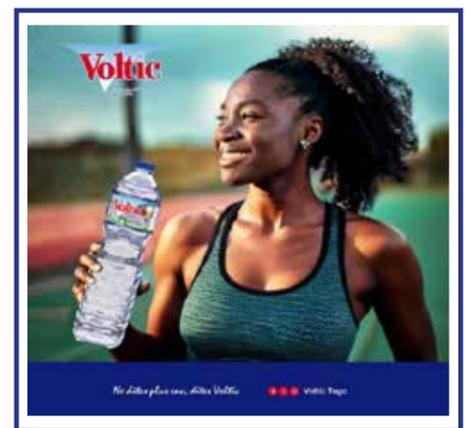
LANCEMENT OFFICIEL DU GÉOPORTAIL NATIONAL VIA GEOPORTAIL.GOUV.TG



Une révolution dans la gestion des données géospatiales

LGV KÉNITRA-MARRAKECH

Un investissement au cœur de la stratégie de compétitivité du Maroc



L'INTERNET ILLIMITÉ À PARTIR DE 0 FCFA*

ACTUELLEMENT, L'INSTALLATION DE LA FIBRE CANALBOX EST À 0 FCFA !

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

Lancement officiel du Géoportail national via geoportail.gouv.tg

Une révolution dans la gestion des données géospatiales

Le Togo franchit un cap décisif dans la digitalisation de sa gouvernance territoriale. Ce mardi 6 mai 2025, les autorités ont procédé au lancement officiel du Géoportail national, une plateforme de cartographie interactive qui offre un accès inédit à plus de 800 couches de données géospatiales couvrant 15 secteurs stratégiques, de la santé à l'agriculture, en passant par les infrastructures, l'éducation ou encore l'environnement.

Anissatou AFFO

Développé sous l'égide du ministère de l'Économie numérique et de la Transformation digitale, le Géoportail national agrège des données provenant de 23 ministères et 550 unités administratives. Avec près de 1,2 million d'actifs recensés, cette plateforme interactive se positionne comme un outil incontournable pour les décideurs publics, les citoyens, ainsi que pour les chercheurs et les entreprises.

Le Géoportail se décline en deux interfaces distinctes mais complémentaires. D'une part, geoportail.gouv.tg, une plateforme sécurisée dédiée aux institutions publiques et d'autre part, une interface accessible au grand public, Geodata.gouv.tg, lancée en décembre dernier. Cette dernière permet à tout un chacun (citoyens, chercheurs, entreprises, partenaires techniques) de visualiser des cartes précises et actualisées du territoire togolais, englobant des données sur les infrastructures, les réseaux et les ressources naturelles.

« Nous ne sommes pas le premier pays à avoir un Géoportail. En revanche, nous sommes le premier pays à avoir systématisé cet exercice, à avoir décidé, sous l'impulsion du chef de l'État, de dire attention ! On va déployer dans toutes les communes, dans tous les cantons, dans toutes les localités, des personnes qui vont aller recenser, compter le nombre de lampadaires, identifier les pistes rurales, les routes, rentrer

dans les écoles, voir, pour une école, le nombre de salles de classe, compter à l'intérieur de l'école le nombre d'élèves, aller dans les hôpitaux compter le nombre de lits, géolocaliser et géoréférencer tout, et le faire de façon systématique sur tout le territoire », a laissé entendre Cina Lawson, ministre chargée de la Transformation digitale. Elle a souligné l'importance de la donnée géographique comme « un levier de gouvernance, de transparence et de performance publique ». La ministre a précisé : « Ce géoportail donne accès à des cartes précises et actualisées de notre territoire, incluant les infrastructures publiques, les réseaux, les ressources naturelles ».

Pour Kafui Ekouhoho, Directrice de l'Agence Togo Digital, le lancement de ce portail est l'aboutissement d'un long processus débuté en 2021 avec le recensement des infrastructures sociales et économiques. « La seconde phase, axée sur la mise à jour, est en cours. Ce portail vise à appuyer la planification, l'investissement et la recherche », a-t-elle déclaré.

Cette avancée technologique incarne les ambitions du Togo de renforcer sa capacité d'analyse et de prise de décision. En structurant la gouvernance de la donnée, le pays aspire à devenir un leader régional dans le domaine des données ouvertes. Plus qu'un outil de visualisation, le Géoportail ambitionne de structurer la gouvernance des données publiques, d'éclairer la prise de décision et de positionner le Togo comme

un leader régional en matière de données ouvertes. La disponibilité de ces informations facilitera l'accès à des analyses précises et pertinentes pour la planification de projets, la recherche académique, et le développement économique. Par cette initiative, le Togo



avance vers une gouvernance plus ouverte et participative, où chaque acteur, qu'il soit citoyen, entrepreneur ou responsable

d'institution publique, peut contribuer à bâtir un avenir plus prospère pour le pays.



COMMISSARIAT GENERAL

COMMISSARIAT DES IMPÔTS

DIRECTION DU CONTROLE FISCAL

NOTE D'INFORMATION N°009/2025/OTR/CG/CI/DCF

Relative à la prorogation de délai de dépôt des états financiers sur la plateforme électronique du Guichet Unique de Dépôt des Etats Financiers (GUDEF)

Dans le cadre de la généralisation de dépôt des états financiers sur la plateforme du GUDEF et afin de permettre à toutes les entités assujetties au régime du réel de maîtriser le nouvel outil digital de dépôt des états financiers ;

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance de tous les contribuables et partenaires que, **le délai de dépôt des états financiers initialement fixé au 30 avril 2025 pour les personnes morales autres que les sociétés et compagnies d'assurances et de réassurances, est prorogé exceptionnellement de dix (10) jours, soit jusqu'au 11 mai 2025 et de vingt-et-un (21) jours pour les entités à but non lucratifs (EBNL), soit jusqu'au 22 mai 2025.**

Cependant, cette mesure, qui aura pour effet la suspension des pénalités de retard de dépôt des états financiers (pénalités d'assiette), durant la période de report, ne concerne pas les pénalités de déclaration et de paiement du solde de liquidation des impôts dus à la date butoir de dépôt des états financiers pour les entreprises concernées.

A cet effet, il exhorte tous les contribuables et les opérateurs économiques concernés de prendre les dispositions nécessaires pour :

- 1. créer le compte administrateur de leur entité à partir du lien du GUDEF <https://gudéf.otr.tg> disponible sur le site de l'OTR ;**
- 2. procéder au dépôt de leurs états financiers sur la plateforme du GUDEF.**

Le Commissaire Général remercie vivement tous les contribuables et partenaires de l'OTR et compte sur leur aimable compréhension.

Fait à Lomé, le 06 mai 2025

Le Commissaire Général pi

Philippe Kokou B. TCHODIE

La 20e FIL et la 6e Foire Made in Togo

Deux rendez-vous économiques majeurs sous le signe de l'innovation et de la résilience

Le mardi 6 mai 2025, au Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF), la campagne de promotion de la 20e Foire Internationale de Lomé (FIL) et de la 6e édition de la Foire Made in Togo a été officiellement lancée. Ces événements majeurs se tiendront respectivement du 28 novembre au 14 décembre et du 1er au 10 août 2025. La cérémonie, marquée par la présence de personnalités éminentes du monde économique et politique, a été présidée par Franck Mensah, directeur de cabinet du ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale.

Anissatou AFFO

Cette édition est particulièrement significative, puisqu'elle célébrera également le 40e anniversaire du CETEF, qui a évolué d'une organisation biennale à un rendez-vous annuel. Franck Mensah a invité les opérateurs économiques à se mobiliser largement pour cette occasion, soulignant que ces foires représentent une opportunité unique pour les entreprises, tant nationales qu'internationales. « C'est le moment de mettre en avant la résilience et l'innovation des acteurs économiques togolais », a déclaré le directeur de cabinet.

Cette année, le CETEF innove en lançant la plateforme numérique e-FIL, accessible via le site www.e-fil.cetef.tg. Cette initiative vise à dématérialiser les procédures d'accès et de participation à la



foire. Les exposants pourront s'enregistrer en ligne, choisir leur emplacement sur un plan interactif, et effectuer leur paiement en ligne de manière sécurisée. Alexandre de Souza, directeur général du CETEF, a précisé que cette plateforme facilitera également les réservations de stands, l'achat de billets et l'organisation de rencontres B2B et B2C. Ces foires se positionnent comme de véritables vitrines du savoir-faire local. Elles offriront un espace d'expression aux entrepreneurs, artisans et industriels togolais, dans un contexte où le digital devient

un levier de performance et de visibilité. Les inscriptions pour les exposants sont ouvertes jusqu'au 30 septembre 2025. « La FIL devient ainsi une véritable vitrine de l'innovation et du savoir-faire togolais, avec le numérique occupant une place centrale », a-t-il déclaré, insistant sur la nécessité de rendre le processus d'inscription simple et efficace.

La mise en place de cette plateforme numérique a été saluée par plusieurs intervenants dont le sénateur Innocent Kagbara. « L'organisation de ces deux

foires témoigne de notre résilience et de notre capacité d'adaptation à l'ère digitale », a-t-il affirmé. Franck Mensah a également exhorté les organisations internationales à relayer l'information, soulignant que les réformes entrepris sous la direction

du gouvernement créent un environnement propice à la croissance des entreprises. La campagne a également dévoilé les affiches officielles et la mascotte des foires : un lionceau aux couleurs jaune et vert, symbolisant la force, la vie et la résilience. Cette image accompagne un appel fort lancé aux opérateurs économiques, investisseurs et institutions internationales à participer massivement à ces rendez-vous majeurs. Malgré l'incident du Miato, les organisateurs ont assuré le maintien des événements. « En effet, comme vous le

savez, dans la nuit du 29 au 30 avril, un incendie tragique a ravagé près de 3 000 m² du Pavillon OTI, entraînant des pertes matérielles considérables pour nos exposants. Mais grâce à Dieu et c'est l'essentiel, aucune vie humaine n'a été perdue. Face à cette épreuve, nous avons refusé de céder au découragement. Bien au contraire. Nous avons choisi de nous relever, de rester debout, unis et engagés » a affirmé Alexandre de Souza. Les organisateurs invitent exposants, visiteurs, investisseurs et opérateurs économiques à s'approprier pleinement la nouvelle plateforme e-FIL pour maximiser leur expérience lors de ces événements. Cette période de foire sera un moment clé pour le développement économique du Togo, à la croisée de l'innovation et de l'excellence. À l'approche de ces foires, la communauté économique est plus que jamais invitée à se mobiliser et à participer activement à ce grand rendez-vous qui promet d'être à la fois enrichissant et porteur d'opportunités.

African Energy Week

L'avenir du secteur énergétique africain au cœur des débats

La ville de Cape Town en Afrique du Sud accueille du 29 septembre au 3 octobre prochain, l'African Energy Week (AEW). Un événement annuel de la Chambre africaine de l'énergie, qui réunit des leaders africains de l'énergie, des investisseurs internationaux et des dirigeants des secteurs public et privé.

Freddy KPATIDE

À la fois conférence interactive, exposition et événement de réseautage, l'AEW a été créée en 2021 avec pour objectif d'éradiquer la pauvreté énergétique d'ici 2030. L'African Energy Week accueille des tables rondes, des forums

d'investisseurs, des sommets sectoriels et des rencontres individuelles, et anime les discussions qui redéfiniront la trajectoire du développement énergétique du continent. Cette année, l'événement revient plus grand et plus performant. Elle devient le rendez-vous officiel de l'élite énergétique africaine. À l'avant-garde

du secteur énergétique africain, l'AEW promeut le rôle de l'Afrique dans les questions énergétiques mondiales, en privilégiant un dialogue et une prise de décision menés par les Africains. Couvrant l'ensemble du secteur et de la chaîne de valeur de l'énergie, l'AEW est la seule conférence du continent représentative de

l'ensemble du secteur.

AEW privilégie l'intégration et la collaboration pour inverser la malédiction des ressources en Afrique et soutenir les explorateurs et producteurs d'énergie sur tout le continent. En soutenant des projets en amont, en aval et au milieu du cycle, l'organisme soutient l'emploi, crée de la croissance, promeut l'égalité des sexes et favorise l'innovation porteuse de solutions pour l'avenir.

Consciente que la transition

énergétique façonne le dialogue mondial, AEW promeut la position africaine sur l'avenir du secteur énergétique africain. En prônant la responsabilité individuelle, le libre marché, la liberté individuelle et un environnement favorable aux investisseurs, AEW veille à ce que l'industrie pétrolière et gazière africaine et les Africains en bénéficient, plutôt que de continuer à dépendre de l'aide et de l'assistance étrangères.

Mise en œuvre de la Politique agricole de la CEDEAO

Le douzième Comité d'Orientation Stratégique de l'ARAA évalue les activités de 2024

Les membres du Comité d'orientation stratégique de l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA) de la CEDEAO ont évalué le 2 mai 2025 à Lomé au Togo, le rapport d'activités et l'exécution financière de l'exercice 2024. Cette réunion constitue la douzième du genre depuis le lancement de l'ARAA en 2013.

Freddy KPATIDE

Cette instance de gouvernance représente un moment privilégié de redevabilité, de partage d'expériences et d'orientation stratégique. Elle permet à l'ARAA, en tant qu'Agence de coordination de la mise en œuvre des projets et programmes de la Politique agricole régionale (ECOWAP) de soumettre, à l'appréciation

des membres du Comité, deux rapports à savoir le rapport d'activités de 2024 et le budget de 2025 d'une part et le rapport financier de 2024 d'autre part.

« Pour l'exercice 2024, nous retiendrons globalement que les principales difficultés qui ont affecté la mise en œuvre desdits projets et programmes sont la crise sécuritaire des pays du Sahel affectant les zones d'interventions des projets et le retrait de la CEDEAO



des trois Etats membres du Sahel que sont le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Si des alternatives impliquent souvent leur participation dans la mise en œuvre des projets, une solution définitive doit être trouvée. Je puis vous assurer que les autorités de notre Communauté régionale s'y attèlent résolument » rassure Massandjé Touré-Litsé, Commissaire de la

CEDEAO en charge des Affaires Economiques et de l'Agriculture.

Malgré le contexte difficile, l'ARAA a pu atteindre un taux de réalisation physique de 72% des activités et un taux d'exécution financière de 75%, soit un taux global d'exécution d'environ 74% pour l'année 2024.

L'ARAA travaille tous les jours à améliorer ses actions de coordination et

de facilitation de la mise en œuvre des projets et programmes d'une part, et la mise en réseaux de toutes les parties prenantes du développement du secteur agricole en Afrique de l'Ouest d'autre part. Les conseils et orientations du Comité d'orientation stratégique vont renforcer cette dynamique.

Partenariat Togo-Banque mondiale

Le Président du Conseil échange avec trois vice-présidents

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a reçu ce 6 mai 2025 une importante délégation de la Banque mondiale composée de trois vice-présidents de l'institution notamment Ousmane Diagana, vice-président pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Indermit Gill, premier vice-président, économiste en chef et Ethiopis Tafara vice-président de la Société financière internationale (SFI) pour l'Afrique.

Patience SALLAH

Le partenariat entre le Togo et la Banque mondiale ainsi que sur les perspectives de coopération étaient au centre des discussions.

Le Président du Conseil a partagé avec la délégation la stratégie pour accélérer la croissance économique du Togo basée essentiellement sur trois leviers que sont la mobilisation des investissements privés domestique et directs étrangers, l'amélioration de la gestion de l'administration publique et les investissements publics dans les secteurs, notamment sociaux, la santé et l'éducation.

Le premier vice-président, économiste en chef, Indermit



Gill s'est félicité des nouvelles orientations du Président du Conseil. Il a salué les efforts du Togo pour assurer la croissance économique du pays, malgré les tensions inflationnistes mondiales.

« Le contexte global économique est très incertain mais je suis ressorti de cette audience très optimiste, car nous avons discuté des

possibilités pour le Togo de pouvoir avoir une économie qui croît au-delà de 6 ou 7% » a-t-il déclaré.

Autre sujet au centre des échanges, l'alignement des projets et programmes de la Banque mondiale sur le plan de développement du Togo. Le Président de la SFI a réaffirmé sa volonté de renforcer son accompagnement à notre

pays notamment dans le financement du secteur privé.

« J'étais vraiment très impressionné par la vision du Président du Conseil. Nous avons discuté de l'alignement de ce qu'on fait à la SFI sur

le plan de développement du pays. Nous allons renforcer nos actions dans les secteurs de chaînes de valeur agricole, du numérique, du financement des PME et du transport et de la logistique. Nous avons des perspectives pour le pays et je suis très content de l'audience » a précisé Monsieur Tafara vice-président de la SFI pour

l'Afrique.

La délégation conduite par Monsieur Ousmane Diagana, séjourne à Lomé dans le cadre de l'atelier régional Africa WBG LEADS sur l'évaluation de l'impact des projets de développement financés par la Banque mondiale en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Ce cadre stratégique vise à intégrer des données probantes dans la mise en œuvre des projets de développement en Afrique de l'Ouest et du Centre autour de priorités telles que l'agriculture, l'éducation des filles, la mobilisation des ressources, l'eau et l'énergie.

La rencontre a été l'occasion pour le Togo d'évaluer l'efficacité et l'efficience des projets et programmes mis en œuvre dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2025, visant à faire du Togo, une nation moderne et pacifique, portée par une croissance inclusive et durable.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 7 mai 2025

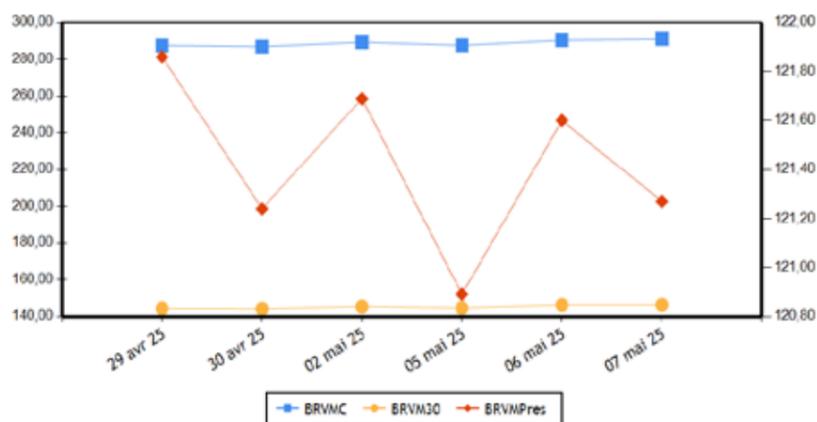
N° 86

BRVM COMPOSITE	291,26
Variation Jour	0,22 %
Variation annuelle	5,52 %

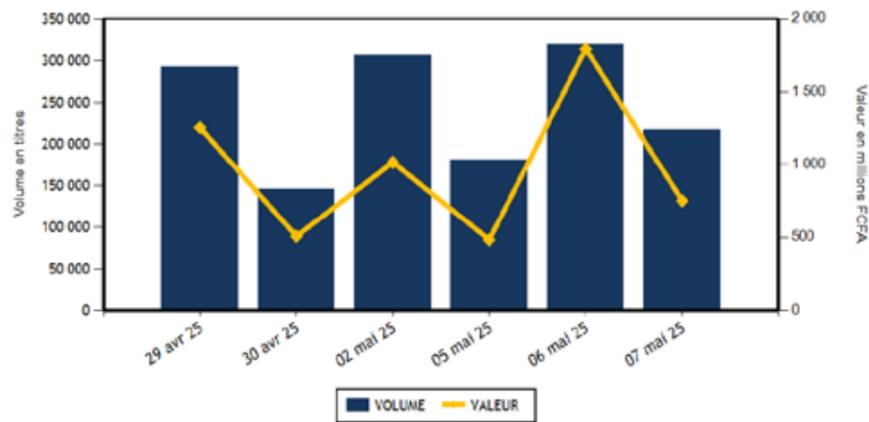
BRVM 30	146,29
Variation Jour	0,05 %
Variation annuelle	5,44 %

BRVM PRESTIGE	121,27
Variation Jour	-0,27 %
Variation annuelle	5,60 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	11 231 810 119 007	0,22 %
Volume échangé (Actions & Droits)	215 415	-32,45 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	745 586 346	-58,25 %
Nombre de titres transigés	45	-2,17 %
Nombre de titres en hausse	22	10,00 %
Nombre de titres en baisse	14	-17,65 %
Nombre de titres inchangés	9	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 491 813 190 083	-0,11 %
Volume échangé	1 034	-21,90 %
Valeur transigée (FCFA)	6 908 200	-30,55 %
Nombre de titres transigés	3	0,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	3 225	7,50 %	74,32 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	540	6,93 %	8,00 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	600	6,19 %	0,00 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	580	5,45 %	-22,67 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 150	4,88 %	-2,27 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLIC)	2 600	-7,47 %	4,00 %
SITAB CI (STBC)	9 505	-4,95 %	30,21 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 250	-3,70 %	7,08 %
UNILEVER CI (UNLC)	10 710	-2,64 %	65,41 %
BERNABE CI (BNBC)	1 000	-2,44 %	-6,10 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	121,27	-0,27 %	5,60 %	33 829	306 055 965	9,32
BRVM-PRINCIPAL	38	158,23	0,67 %	14,57 %	181 586	439 530 381	12,80

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	144,43	0,58 %	23,07 %	111 767	452 121 805	25,54
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	748,58	0,11 %	-2,02 %	9 042	77 369 445	10,24
BRVM - FINANCES	16	113,96	0,43 %	12,00 %	63 975	138 958 756	7,27
BRVM - TRANSPORT	2	345,28	-2,69 %	5,08 %	3 291	4 690 065	4,36
BRVM - AGRICULTURE	5	260,81	1,14 %	32,34 %	17 072	53 029 645	8,61
BRVM - DISTRIBUTION	7	342,64	-1,28 %	2,20 %	9 735	18 284 150	28,14
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	670,21	-0,19 %	3,19 %	533	1 132 480	22,58

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	97,74	0,15 %	-2,26 %	4 779	61 292 995	10,14
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	99,17	2,96 %	-0,83 %	15 449	11 753 775	39,36
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	112,00	0,44 %	12,00 %	63 975	138 958 756	7,27
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	127,93	0,48 %	27,93 %	42 258	311 145 840	21,77
BRVM - INDUSTRIELS	7	120,18	0,81 %	20,18 %	78 494	191 805 380	8,61
BRVM - ENERGIE	4	102,53	-3,46 %	2,53 %	6 197	14 553 150	13,84
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	105,36	-0,91 %	5,36 %	4 263	16 076 450	8,94

LGV Kénitra-Marrakech

Un investissement au cœur de la stratégie de compétitivité du Maroc

Au-delà de l'infrastructure logistique, la ligne à grande vitesse Kénitra-Marrakech s'inscrit dans une stratégie d'ancrage industriel et d'émergence de nouveaux pôles économiques. Décryptage d'un chantier qui redéfinit les contours de la croissance.

Le 24 avril 2025, le lancement par le Roi Mohammed VI des travaux d'extension de la ligne à grande vitesse (LGV) entre Kénitra et Marrakech a marqué bien plus qu'un simple jalon infrastructurel. Avec un budget de 96 milliards de dirhams, ce mégaprojet ferroviaire s'impose comme un catalyseur stratégique d'une nouvelle phase de développement économique, industriel et territorial du Royaume.

Derrière les chiffres impressionnants, à savoir 430 km de ligne, réduction des temps de trajet à moins de 3 heures entre Tanger et Marrakech et 5 régions desservies représentant 67% du PIB national, se cache une vision d'ensemble : faire du rail un levier de transformation de la géographie économique marocaine. En effet, la mobilité est aujourd'hui un facteur structurant de l'attractivité des territoires.

Cette LGV incarne l'idée d'un Maroc connecté, où la logistique devient un atout de compétitivité pour les entreprises et les investisseurs. Cette vision s'inscrit dans la continuité des efforts déployés par le Maroc pour intégrer ses régions, atténuer les déséquilibres de développement et faciliter l'émergence de nouveaux pôles économiques.

«La LGV entre Kénitra et Marrakech constituera un véritable levier de développement socioéconomique pour la région de Marrakech, qui a traversé une période difficile après le séisme d'Al Haouz. Aujourd'hui, cette zone a besoin de plus d'ouverture en matière d'intégration économique. Je ne parle pas du tourisme, mais de l'activité industrielle, de l'agro-

industrie et des services », explique Youssef Guerraoui Filali, président du Centre marocain pour la gouvernance et le management. Et d'ajouter :



« Aujourd'hui, cette ouverture vers Casablanca, Tanger à travers Kénitra, constituera vraiment un véritable levier socioéconomique pour toute la région de Marrakech ».

Contrairement à d'autres projets d'infrastructure aux effets essentiellement logistiques, la nouvelle LGV s'inscrit dans une logique industrielle plus poussée. Elle constitue une vitrine pour la montée en gamme du tissu productif marocain. Près de 14 milliards de dirhams seront consacrés au maintien et à l'extension de la performance du réseau, tandis que 29 milliards seront dédiés à l'acquisition de nouveaux trains.

Ces investissements ne sont pas que des achats ; ils préfigurent la structuration d'un écosystème ferroviaire national. À terme, cela pourrait induire la création

d'une nouvelle filière industrielle, avec ses effets induits sur l'emploi qualifié, la formation, et l'innovation locale. Dans un contexte de repositionnement stratégique de l'industrie marocaine post-Covid, cette dimension prend toute son importance.

Comme le souligne Guerraoui, « aujourd'hui, on parle d'un taux d'intégration aux alentours de 40% ;

souveraineté industrielle ».

Les TPME au rendez-vous

L'autre atout de taille du projet réside dans son effet d'entraînement sur le tissu entrepreneurial, en particulier les très petites et moyennes entreprises. Le timing est d'ailleurs stratégique : il coïncide

avec la mise en œuvre du plan H15 », explique Guerraoui. Il insiste également sur l'effet d'équilibrage économique : « aujourd'hui, on a un PIB moyen par habitant pour la région de Marrakech qui est aux alentours de 23.000 dirhams, alors que la région de Casablanca dépasse les 55.000, et celle de Rabat-Salé-Kénitra plus de 44.000. Marrakech devrait suivre cet élan pour réaliser cette péréquation en termes de création de richesses et d'affectation des ressources ».

Une infrastructure au service de l'agenda 2030

Ce projet LGV ne saurait être dissocié des échéances stratégiques à venir. En 2030, le Maroc accueillera la Coupe du monde de football aux côtés de l'Espagne et du Portugal. Ce mégaprojet vise clairement à doter le Royaume d'un réseau de transport capable d'absorber les flux de visiteurs, tout en offrant une vitrine de sa modernité et de sa vision durable. Il s'intègre aussi dans les engagements du Maroc pour une mobilité bas carbone. En réduisant drastiquement l'empreinte du transport routier et aérien sur les trajets interurbains, cette LGV devient un pilier de la transition énergétique du pays. Plus qu'un chantier ferroviaire, la LGV Kénitra-Marrakech symbolise donc un tournant stratégique dans la politique d'investissement du Maroc. Elle lie les enjeux territoriaux, économiques, industriels et environnementaux dans un projet à forte valeur ajoutée. Si les objectifs d'exécution sont atteints, cette infrastructure pourrait devenir un modèle de développement intégré au niveau continental. La LGV ne transporte pas seulement des passagers à grande vitesse. Elle transporte, avec eux, l'ambition d'un Maroc plus compétitif, plus durable, et plus cohérent dans sa dynamique de développement.

fnh.ma

Hommage au feu Gnassingbé Eyadema

Des actions médicales gratuites offertes aux populations des plateaux du 08 au 24 mai

Le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, Président national du comité d'organisation des hommages, Hodabalo Awaté, a, à travers un communiqué rendu public le mardi 06 mai 2025, annoncé la quatrième étape de la grande campagne d'actions médicales gratuites en faveur des populations dans plusieurs localités organisée par le Service de Santé des Armées.

Bernard AFAWOUBO

Cette quatrième étape qui aura lieu du 08 au 24 mai 2025 dans la région des Plateaux, intervient après les étapes des régions de la Kara, des Savanes et Centrale dont le succès est salué par les populations. Placée sous le haut patronage du président du Conseil, Faure Gnassingbé, chef suprême des armées. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des activités commémoratives des 20 ans de la disparition de l'ancien président Gnassingbé Eyadema. Pour la bonne marche de cette campagne, des équipes de médecins et de

spécialistes seront déployés dans toute la région pour accueillir, écouter les préoccupations, répondre aux besoins et attentes, puis offrir aux populations des soins de qualité. Ces actions médicales foraines et gratuites se dérouleront dans les chefs-lieux des douze préfectures de la région des Plateaux.

Les actes de chirurgie seront réalisés au CHR Atakpamé, au CHP Notsè, au CHP Kpalimé, au CHP Tohoun, à l'hôpital de Malte Elavagnon et au CHP Badou. Les interventions chirurgicales concernent les pathologies suivantes : les hernies, l'hydrocèle, les lipomes, le nodule de seins et le fibromyome



utérin chez la femme ainsi que le goitre avec examen anatomo-pathologique des pièces. Seront également offerts aux populations vulnérables des actes d'échographie abdominale, de la thyroïde, gynécologique et obstétricale. Il leur sera également offert le dépistage de l'hypertension artérielle, du diabète et du VIH.

Selon le ministre de l'administration

territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, Président national du comité d'organisation des hommages, Hodabalo Awaté, ces journées d'actions médicales gratuites s'inscrivent dans les valeurs de solidarité et de bien-être prônées et promues par le Président Gnassingbé Eyadema. Elles s'insèrent également dans la vision du Président Gnassingbé Eyadema

qui a consacré sa vie au renforcement de la cohésion entre la Nation et son armée.

Les populations desdites localités et de leurs environs sont invitées à sortir massivement pour se faire diagnostiquer, dépister et soigner.

« Prenons soins de notre santé et honorons ensemble le Père de la nation » a conclu le ministre Hodabalo Awaté.

Yoto

Les activités du projet « Ma santé-mes droits » évaluées

Tabligbo, 7 mai (ATOP) – Un atelier d'évaluation des acquis des trois années du projet « Promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs universels des adolescents vulnérables en Afrique de l'Ouest-Togo, région Maritime » ou « Ma Santé-Mes Droits » a regroupé toutes les parties prenantes les 6 et 7 mai à Tabligbo.

Au total, 56 participants dont 26 filles et femmes ont pris part à cette rencontre bilan organisée par Plan international Togo en collaboration avec l'ONG La Colombe (structure de mise en œuvre du projet) et les ministères en charge de

la Santé, de l'Education et de l'Action sociale. Cette séance a permis de faire le bilan des activités réalisées et de mener des réflexions autour des expériences de terrain. Il s'est agi également de planifier les activités de la phase d'extension du projet de six mois (1er juillet au 31

décembre 2025).

Après trois années de mise en œuvre dans les zones du projet notamment, les préfectures de Zio, Vo et Yoto, plusieurs activités ont été réalisées. Dans le domaine de l'éducation sexuelle, près de 800 enseignants/Maîtres d'ateliers ont été formés sur l'éducation aux valeurs et à la santé sexuelle et reproductive et la lutte contre les violences en milieu scolaire. Il y a eu également la formation de 2 600 membres de clubs scolaires répartis dans 112 établissements. Le projet a permis de développer des stratégies par rapport à

l'éducation en famille.

Dans le domaine de la santé, le projet a permis de former 50 prestataires de soins de santé sur l'offre de services conviviaux aux adolescents. Un outil de suivi et de collecte des données de fournitures de service de santé dans les formations sanitaires des zones du projet a été élaboré. 25 jeunes de la société civile ont été formés sur les questions de plaidoyer. Le secrétaire général de la préfecture de Yoto, Akayi Guédzé Koffi a exhorté à plus d'efforts pour plus de résultats.

Le coordinateur du projet

« Ma Santé-Mes Droits », Didier Nakpane-Tante a précisé que ce bilan ouvre une autre porte, celle de l'extension de six mois. Il espère utiliser les résultats de cette revue pour améliorer toutes les planifications de la phase d'extension.

La coordinatrice de l'ONG La Colombe, Mme Akakpo Adjoa a pris part aux travaux. Le projet a démarré le 1er juillet 2022. Il est financé à 90% par l'Union européenne et à 10% par Plan Bornefonden Danemark. Ce projet couvre 6 pays dont le Togo.

**NOUVEAU
50CL**

**MÊME
SAVEUR**

650*
FCFA

LA BOUTEILLE

50cl

Harmonies



EKU
BAVARIA



WWW.BBLOME.COM

*PRIX CONSEILLÉ À LA BOUTEILLE DE 50CL

